

RAPPORT ANNUEL 2016-2017



L'Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, ave Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593
F : 613-232-8008

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca

Canada 

Modification et conception par West Hawk Associates

Mission

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) est un forum de politiques publiques indépendant et impartial dont la raison d'être est la réussite du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada. L'ICPA identifie les enjeux émergents, promeut le dialogue, présente de nouvelles possibilités et propose des solutions de rechange en collaboration avec les intervenants de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire, et avec l'appui du milieu académique, des instituts de recherche, des gouvernements et autres secteurs canadiens. L'ICPA est un agent catalyseur.

Situé à Ottawa, l'ICPA a été fondé en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif.

C'est dans une perspective à plus long terme que l'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants :

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue par les moyens suivants :
 - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
 - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
 - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
 - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
 - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
 - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

Pour joindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, avenue Carling, CEF, Immeuble 49, pièce 318
Ottawa, ON, K1A 0C6

Téléphone: 613-759-1038
Courriel : info@capi-icpa.ca
Twitter : [@CdnAgriFood](https://twitter.com/CdnAgriFood)

Message du président du conseil

L'année financière 2016-2017 de l'Institut canadien de la politique agroalimentaire (ICPA) a marqué à la fois l'aboutissement réussi de la recherche de l'ICAP pour une vision partagée de l'avenir de l'agroalimentaire canadien et le début du renouvellement de l'ICPA afin qu'il puisse continuer d'apporter une perspective et une valeur uniques sur des questions stratégiques importantes. Le rapport publié récemment par le Conseil consultatif fédéral en matière de croissance économique témoigne de l'impact de notre travail dans le secteur disparate de l'agroalimentaire. Le rapport a en effet adopté la vision de l'ICPA en déclarant que « Le Canada deviendra le chef de file mondial de confiance des aliments salubres, nutritifs et durables pour le XXI^e siècle ». Une autre mesure de cet impact se retrouve dans le plus récent budget fédéral, qui a adopté une partie des termes et des objectifs pour le secteur figurant dans le rapport *Destination 2011* de l'ICPA.



Nous semblons progresser à la fois dans notre travail de recherche et de sensibilisation, qui a porté sur les moyens de mieux monétiser et protéger les avantages concurrentiels du Canada en matière de capital naturel et d'aliments sûrs et nutritifs. On commence à mieux comprendre que tous les systèmes alimentaires du monde ne sont pas les mêmes. Certains misent sur l'épuisement du sol et de l'eau tout en créant des quantités disproportionnées de gaz à effet de serre et en exportant des aliments à un coût inférieur au coût de production réel. Les deux pratiques sont souvent encouragées par de généreuses subventions intérieures.

Un projet de recherche de l'ICPA sur les subventions agricoles dans le monde fait l'objet d'un examen par les pairs et sera publié prochainement pour aider l'industrie et le gouvernement à préparer les renégociations ministérielles, de l'OMC et de l'ALENA.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à remercier David McInnes, Daniel Yeon, Tulay Yildirim, Kim Kelly et Louise de Vynck pour leur dévouement sans lequel nous n'aurions pas pu accomplir le nombre sans précédent de projets de recherche et de sensibilisation que nous avons entrepris. Je remercie également tout spécialement David McInnes, qui a su diriger l'ICPA pendant cette période très productive. David a fortement soutenu la transition vers un nouveau leadership au moment où l'ICPA se renouvelle et cherche à accroître sa base de financement pour poursuivre la recherche sur les politiques.

Au cours de l'année, nous avons bénéficié des précieuses recommandations et participations de mes collègues du conseil d'administration. Nous avons grandement profité des conseils de Rory Francis et Bob Jamieson, qui ont quitté le conseil à la fin de l'année précédente. Nous avons accueilli avec plaisir la contribution très utile de Larry Simpson, Suzanne Vinet et John Weekes, qui ont rejoint le conseil en juin 2016. Nous avons également apprécié les conseils d'experts de notre comité consultatif, de nos membres et des nombreux intervenants et partenaires.

À la fin de l'exercice, nous avons eu le plaisir d'annoncer que Donald E. Buckingham exercera les fonctions de PDG de l'ICPA à compter du 1^{er} juillet 2017. Nous suivrons avec intérêt l'évolution de cette très importante organisation sous son leadership.

Je remercie le conseil d'administration et les membres de l'ICPA pour le soutien qu'ils m'ont apporté au cours de la dernière année.

A handwritten signature in blue ink that reads "M. E. Bilyea". The signature is fluid and cursive.

Ted Bilyea
Président du conseil

Message du président et chef de la direction

Au cours de l'exercice 2016-2017, l'ICPA a mis en œuvre un plan de travail très solide et un programme de sensibilisation sans précédent. Cette activité a confirmé que l'ICPA est un contributeur actif aux discussions sur les politiques au Canada. Notre travail sert à susciter de nouveaux dialogues, il est adopté par des champions du secteur et est repris par d'autres initiatives, notamment le prestigieux et important Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre fédéral des Finances.



Tout en étant une des nombreuses organisations qui ont participé au débat sur l'avenir du secteur agroalimentaire, l'ICPA s'est positionné comme un partenaire dynamique. Comme l'ont révélé les activités en 2016-2017, l'ICPA s'est engagé dans une série de discussions sur un large éventail de questions à travers le pays. Il a travaillé en étroite collaboration avec ses nombreux partenaires pour attirer des experts et divers représentants du système alimentaire afin d'approfondir la réflexion sur une foule de thèmes d'actualité, y compris le capital naturel, les changements climatiques, la nutrition, la santé, l'innovation, la confiance du public, le commerce et la compétitivité. Nous avons ainsi pu apprendre et remettre en question notre propre réflexion.

L'ICPA a créé une plateforme reconnue à l'échelle nationale pour identifier les nouveaux enjeux, développer la recherche et mettre de l'avant et énoncer des politiques et des perspectives stratégiques équilibrées. Mais il y reste encore beaucoup plus à faire et il est possible de le faire mieux. Le moment est venu pour l'ICPA de réfléchir à l'évolution de l'organisation. Alors qu'il ne reste que cinq ans avant la fin de son mandat initial, l'ICPA a l'occasion de revoir les moyens de devenir encore plus pertinent et influent. Je termine un mandat de huit ans à la tête de l'ICPA, et c'est un nouveau PDG qui assumera la direction de l'ICPA au début du prochain exercice financier.

Je tiens à remercier sincèrement l'équipe de l'ICPA, le président de l'ICPA, Ted Bilyea, l'ensemble du conseil d'administration et nos nombreux partenaires qui ont participé au travail de l'ICPA. Si l'énoncé de vision du Conseil consultatif — « Le Canada deviendra le chef de file mondial de confiance des aliments sains, nutritifs et durables pour le XXI^e siècle » — prendra son effet dans le système alimentaire, il est certain que l'ICPA peut être fier d'avoir contribué à inspirer et faire avancer les principes essentiels de cette ambition nationale. Il faut certainement faire plus pour que cela se produise.

Bien sincèrement,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'D. McInnes'.

David McInnes
Président et chef de la direction

Faits saillants de l'année

Au cours de l'exercice 2016-2017, le programme de recherche de l'ICPA a été largement éclairé par le rapport de l'Institut intitulé « L'avenir du secteur agroalimentaire canadien : l'art du possible », publié en février 2016.¹ Ce document mettait l'accent sur le fait que le secteur agroalimentaire est un moteur économique important de la croissance et peut également avoir une influence très positive sur la santé et l'environnement. Il indiquait qu'une stratégie de maintien et d'amélioration du « capital naturel » et l'amélioration de la « qualité nutritionnelle » sont essentielles pour renforcer la confiance des consommateurs et démontrer l'avantage concurrentiel du secteur agroalimentaire.

L'ICPA estime que cette réflexion est particulièrement pertinente pour plusieurs enjeux politiques majeurs, notamment l'élaboration d'une politique alimentaire nationale, la confiance du public, la politique sur l'innovation, le programme canadien sur les changements climatiques, la politique sur la santé et le commerce et la compétitivité. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice financier 2016-2017, l'ICPA a approfondi sa compréhension des questions liées au capital naturel et à la qualité nutritionnelle. Cette activité a suscité un grand intérêt pour l'ICPA, dont les idées influencent les discussions au gouvernement et dans le système alimentaire.² Elle éclairera également notre recherche et notre orientation au cours de l'exercice qui vient.

Vue d'ensemble du travail

1. Stratégie du secteur agroalimentaire

À la suite à la publication de son important rapport intitulé; « L'avenir du secteur agroalimentaire du Canada : l'art du possible » en février 2016, l'ICPA a entrepris un processus visant à promouvoir ses idées fondamentales pour susciter un débat sérieux sur les politiques et les options stratégiques auxquelles le secteur est confronté. Le succès de cette approche est devenu évident avec la publication du rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre des Finances en février 2017. Ce document reprend l'essence de notre réflexion dans son énoncé de vision qui exprime le potentiel agroalimentaire de notre pays, son avantage concurrentiel, sa réputation et l'importance de lier la performance économique aux résultats en matière de santé et d'environnement. (voir encadré).

« Ambition : leadership mondial dans le domaine de l'agroalimentaire »

Le fait d'établir une ambition audacieuse globale de développer le secteur agroalimentaire permettrait au gouvernement de mobiliser le secteur privé et d'autres intervenants pour définir et effectuer une stratégie qui ouvre la voie à la croissance. Un énoncé de vision — comme « Le Canada deviendra le chef de file mondial de confiance des aliments sains, nutritifs et durables pour le XXI^e siècle » — refléterait la force de notre position de départ, ainsi que les tendances mondiales que nous pouvons exploiter ».

— Conseil consultatif en matière de croissance économique, 6 février 2017

Plus précisément, le Conseil consultatif a recommandé que son plan de « croissance économique inclusive » puisse conduire à une stratégie alimentaire qui met l'accent sur « la salubrité, l'accessibilité, la durabilité, la qualité nutritionnelle et les attributs pour la santé de nos produits agroalimentaires ». Il a exhorté le Canada à s'attaquer aux « Défis de taille », notamment « améliorer la nutrition afin de réduire l'incidence des maladies chroniques, améliorant ainsi la qualité de vie et réduisant les coûts des soins de santé » tout en trouvant des moyens de maintenir ou d'améliorer les écosystèmes ».³

En bref, certains des principaux thèmes que l'ICPA a énoncés dans son rapport sur le Forum ont été repris par le Conseil consultatif. L'ICPA a parfois formulé des recommandations pour le Conseil, y compris en participant à une des consultations de ses intervenants sur l'innovation.

En février et mars 2017, l'ICPA s'est associé au Forum des politiques publiques pour organiser une série d'événements de sensibilisation dans certaines villes afin d'obtenir les réactions des acteurs du secteur agroalimentaire au rapport du Conseil. Une vingtaine d'intervenants représentant un échantillon représentatif du système alimentaire participaient à chaque discussion. L'ICPA et le Forum sur les politiques publiques publieront une synthèse des résultats au début du prochain exercice afin de stimuler le dialogue, de cerner les principaux enjeux et de faire participer davantage les intervenants à la stratégie nécessaire pour faire avancer le Canada.

2. Capital naturel

Le rapport du Forum de 2016 concluait que la façon dont le Canada valorise et gère le capital naturel — y compris le sol, l'air, l'eau et la biodiversité — est essentielle pour maintenir la confiance et assurer la viabilité et l'avenir du secteur. Les commentaires que nous avons reçus depuis lors révèlent que ce travail pourrait bien définir un avantage concurrentiel pour l'avenir du secteur agroalimentaire canadien.

Le capital naturel suscite un intérêt croissant. Par exemple, le Manitoba (voir encadré) et l'Ontario relient le capital naturel pour améliorer la gestion des défis environnementaux, de la compétitivité et de la santé. L'Ontario a lancé une nouvelle vision stratégique pour le maintien des sols agricoles de l'Ontario et l'hon. Jeff Leal, ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, a déclaré que « La santé des sols est le fondement d'un système agroalimentaire fort et durable ».⁴ Reprenant la pensée de l'ICPA, cette stratégie indique que : « Il est essentiel d'avoir des sols agricoles sains pour assurer la productivité continue et la compétitivité permanente du secteur agroalimentaire de l'Ontario et la salubrité des aliments pour la province et le monde. La santé des sols peut influencer en partie sur la salubrité de l'approvisionnement alimentaire et la qualité nutritionnelle des aliments ».⁵

« Le rapport de votre forum sur l'avenir de l'agroalimentaire du Canada qui s'est tenu l'année dernière a suscité des conversations intéressantes entre nous. Il est clair pour nous que le capital naturel joue un rôle dans l'économie et la conservation de nos ressources grâce à une production durable. Le gouvernement du Manitoba a fait de la croissance du secteur agricole une priorité. Nous prévoyons de le faire de manière à préserver notre capital naturel parce que cela donne à la province un avantage concurrentiel. [...] Nous croyons que le secteur agricole de notre pays peut réussir à se différencier du reste du monde. [...] Merci à l'ICPA d'avoir organisé ce forum qui nous a donné l'occasion de collaborer. »

**—L'hon. Ralph Eichler, ministre,
Agriculture du Manitoba
Remarques à un événement de l'ICPA à Winnipeg,
le 16 novembre 2016**

Même si l'ICPA n'a pas participé aux travaux du Forum économique mondial, il est à noter que cette prestigieuse institution internationale est également parvenue aux mêmes conclusions générales. En janvier 2017, le FEM a indiqué que des politiques intelligentes devraient « évaluer et intégrer les coûts réels des systèmes alimentaires » et que « l'intégration des coûts de la santé et de l'épuisement du capital national dans la prise de décision sur les aliments dans les budgets, la planification et les politiques à l'échelle nationale renforcerait la collaboration entre les secteurs traditionnels ». Le FEM a souligné l'importance d'adopter une « approche pangouvernementale pour concevoir des politiques alimentaires, agricoles et environnementales afin de favoriser une alimentation saine », y compris l'amélioration de la valeur nutritive des cultures et la promotion d'aliments riches en nutriments.⁶ Le principe de l'approche pangouvernementale est un principe adopté depuis longtemps par l'ICPA.

Les travaux de l'ICPA sur le capital naturel sont résumés ci-dessous.

a. Dialogues sur le capital naturel : L'ICPA a organisé deux dialogues à chacun desquels quelque 25 acteurs du monde universitaire, de l'industrie et du gouvernement ont participé. Nous nous sommes associés à l'Institut pour l'IntelliProspérité de l'Université d'Ottawa et à l'Alberta Land Institute pour gérer le premier événement en octobre 2016 et nous avons travaillé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada pour organiser une deuxième consultation en décembre 2016. Cette dernière a porté sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'atténuation des changements climatiques.

Ces dialogues ont aidé l'ICPA à élaborer un ensemble de politiques et d'implications stratégiques qui seront publiées au cours du prochain exercice. On commence à penser que le Canada devrait répondre au défi des émissions de gaz à effet de serre dans un contexte beaucoup plus large; c'est-à-dire que cela doit faire partie d'un programme global de durabilité pour le changement parce que notre pays a le potentiel d'entreprendre un programme d'intendance plus solide. La dotation en ressources naturelles du Canada, sa géographie, son potentiel de biomasse et la nature de ses pratiques de production lui confèrent certains avantages que n'ont pas de nombreux autres producteurs et concurrents dans le domaine des produits alimentaires. Cette idée de base et d'autres résultats de ces dialogues seront développés au cours de l'exercice 2017-2018 et cela impliquera vraisemblablement d'autres consultations et de nouvelles recherches.

b. Université d'Ottawa : L'ICPA a signé un protocole d'entente avec l'Institut pour IntelliProspérité (octobre 2016) pour faire partie d'une importante subvention du gouvernement fédéral,⁷ un projet multipartite connu sous le nom de « Partenariat pour une croissance verte ». Cela pourrait donner lieu à un nouveau financement de projet pour entreprendre des recherches sur le capital naturel au cours du prochain exercice.

c. University of Calgary : L'ICPA a noué des liens avec The School of Public Policy de l'Université de Calgary pour aider l'Institut à exploiter l'expertise en recherche sur la question du capital naturel au cours du prochain exercice.

d. Initiatives sectorielles : Certains intervenants du secteur céréalier s'intéressent aux travaux du Forum de l'ICPA pour les aider à éclairer leur planification stratégique, notamment en ce qui concerne le positionnement du secteur sur la durabilité et la gestion du capital naturel. Cette initiative en est à ses tout débuts et pourrait montrer comment l'ICPA peut appliquer ce genre d'approche collaborative à d'autres groupes d'intervenants au cours du nouvel exercice.

e. Sensibilisation internationale : L'ICPA a été invité à participer à une conférence parrainée par l'OCDE et destinée à des universitaires du monde entier qui s'est tenue à l'Université du Nebraska. L'événement de septembre 2016 intitulé "Virtual Water in Agricultural Products: Quantification, Limitations and Trade Policy" [« L'eau virtuelle dans les produits agricoles : quantification, limites et politique commerciale »] a permis à l'ICPA de présenter son point de vue sur les tendances et le contexte stratégique du capital naturel. L'ICPA a par la suite été invité à préparer le compte rendu de l'événement, démontrant ainsi le leadership reconnu de l'ICPA dans la formulation des recherches sur les politiques.

3. Qualité nutritionnelle

L'ICPA a commencé à examiner comment l'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments pourrait contribuer à promouvoir un programme d'innovation dans le secteur agroalimentaire, aborder la durabilité agricole et répondre aux défis alimentaires et de santé auxquels sont confrontés notre pays et le reste du monde. Certains détaillants, transformateurs et secteurs des produits de base cherchent tous à améliorer le contenu nutritionnel des ingrédients et des aliments pour répondre à la demande croissante des consommateurs. Les producteurs commencent à s'intéresser à la santé des sols agricoles. L'amélioration de la nutrition est un vaste sujet. Cependant, l'ICPA s'intéresse particulièrement au lien entre le biome du sol (qui est vital pour une agriculture durable et productive) et la qualité nutritionnelle des ingrédients et des aliments pour animaux (ce qui a des incidences sur la promotion de nouvelles opportunités à valeur ajoutée et sur les moyens de différencier l'offre agroalimentaire canadienne).

En novembre 2016, l'ICPA et l'École de médecine de l'Université de Toronto ont organisé un atelier qui a réuni des représentants d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de Santé Canada et des leaders des milieux universitaires, de l'innovation et de la santé. Cette initiative a abouti à une approbation de principe — d'un large éventail des parties prenantes — pour élaborer un document conceptuel. Ce travail sera développé au cours du prochain exercice.

4. Consommateur et confiance du public

L'ICPA a collaboré avec the Biodiversity Institute of Ontario et the Food Institute, tous deux à l'Université de Guelph, pour tenir un débat multipartite en février 2017 sur l'incidence de l'acceptation par les consommateurs et la société de technologies agroalimentaires nouvelles et perturbatrices. L'initiative « Adoption ou rejet — Conséquences de l'adoption de nouvelles technologies » permettra à l'ICPA et à ses partenaires de réfléchir aux implications sur les politiques des nouvelles technologies et de donner des conseils pour répondre aux différents défis et opportunités. L'ICPA s'attend à ce que l'initiative aboutisse à de nouvelles consultations et à d'autres travaux au cours de l'exercice financier 2017-2018.

5. Subventions agricoles mondiales

L'ICPA travaille à un important projet de recherche visant à mieux comprendre les effets des subventions agricoles mondiales sur la compétitivité à long terme du secteur agroalimentaire canadien. Ce travail sera terminé au cours de l'exercice 2017-2018. Nous prévoyons que les résultats seront importants pour les principaux intervenants, comme les associations de produits de base et les gouvernements, dont certains ont déjà manifesté un vif intérêt. On s'attend également à ce qu'ils apportent une contribution essentielle à la stratégie commerciale du Canada, ce qui serait utile pour les réunions ministérielles internationales au cours de l'année à venir.

6. Engagement du milieu universitaire

Au cours de l'exercice 2016-2017, l'ICPA a discuté à maintes reprises les principaux problèmes émergents auxquels le secteur agroalimentaire est confronté avec le milieu universitaire de la recherche sur les politiques.⁸ Le travail de l'ICPA a été conçu en partie pour aider Agriculture et Agroalimentaire Canada à réfléchir aux moyens de collaborer davantage avec le milieu universitaire dans le cadre de la prochaine politique agricole. Cette initiative était également un moyen de permettre à l'ICPA de se rapprocher du milieu universitaire. En 2017-2018, l'ICPA a l'intention de travailler plus étroitement avec le milieu universitaire pour soutenir notre programme de recherche.

7. Sensibilisation des intervenants

Comme il a été mentionné plus haut, le travail de l'ICPA implique une sensibilisation considérable des divers acteurs de l'ensemble du système alimentaire. Chaque année, l'ICPA est invité à faire des présentations fréquentes sur ses recherches et ses résultats, de discours officiels aux conférences à des séances d'information sur mesure pour des publics plus limités (comme les conseils d'administration des organisations). De plus, l'ICPA cherche régulièrement à attirer une bonne couverture médiatique. L'ICPA utilise également ses propres réunions (telles que ses assemblées générales annuelles et les réunions des comités consultatifs) pour élargir son auditoire. (L'année dernière, il a tenu des événements à Guelph et à Winnipeg, respectivement, avec chacun plus de 50 acteurs de l'agroalimentaire.) En octobre, l'ICPA a également présenté son point de vue sur l'amélioration de la compétitivité du secteur manufacturier au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes.

Page 11 décrit la sensibilisation de CAPI pour l'année fiscale.

8. Communications

Communiquer nos résultats et obtenir la rétroaction des intervenants constitue une grande partie des activités de l'ICPA. Cela se déroule souvent dans le cadre des activités de sensibilisation de l'ICPA, comme il est indiqué ci-dessus. L'ICPA se tourne également vers les médias pour susciter l'intérêt pour son travail. Par exemple, en juillet 2016, *The Globe and Mail* a publié un article d'opinion de l'ICPA intitulé « Avec le capital naturel et la fiabilité, le Canada peut se prévaloir d'une marque alimentaire puissante ». Il a ensuite été reproduit dans *The Manitoba Cooperator* et *La Presse* et sur le site Web du Canadian Science Policy Centre. À l'occasion du premier anniversaire du Forum de l'ICPA sur l'avenir agroalimentaire du Canada (novembre 2016), l'ICPA a communiqué avec tous les participants sur les progrès réalisés pour faire avancer les idées du Forum.

THE GLOBE AND MAIL

Home » Report on Business » Commentary



BILYEA AND MCINNES

With natural capital and trust, Canada can become an agrifood powerhouse

TED BILYEA AND DAVID MCINNES

Special to The Globe and Mail

Published Wednesday, Jul. 20, 2016 5:00AM EDT

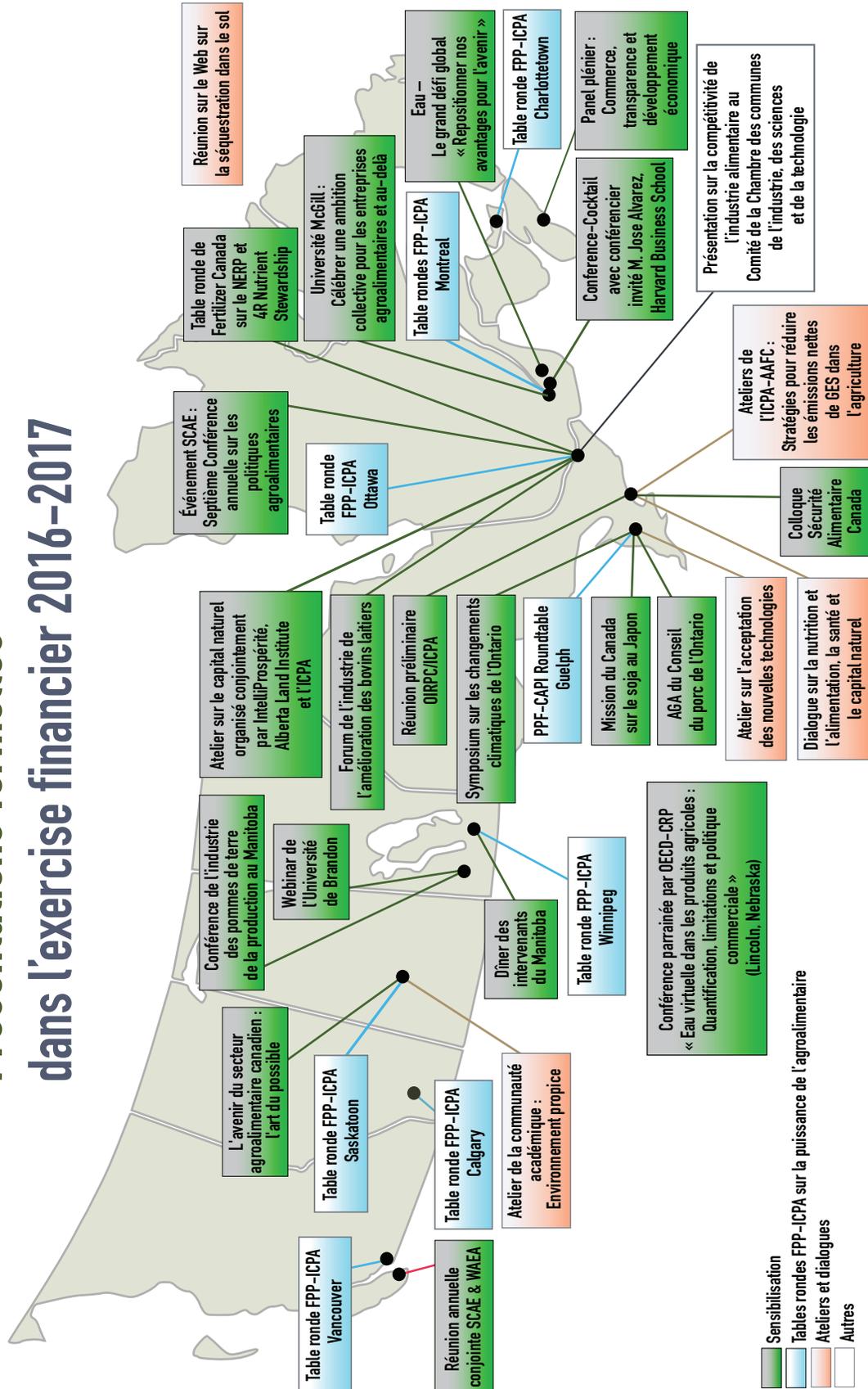
Last updated Wednesday, Jul. 20, 2016 2:12PM EDT

« Le Canada peut définir une marque alimentaire puissante car de plus en plus de consommateurs recherchent des fournisseurs fiables et plus responsables. C'est ce que l'Institut canadien de la politique agroalimentaire appelle les « grandes possibilités » du Canada. Le Canada peut se positionner comme une source de nourriture privilégiée et tirer des avantages économiques à le faire. »

—Ted Bilyea et David McInnes

Globe and Mail, le 20 juillet 2016 (Traduction par l'ICPA)

Présentations formelles dans l'exercice financier 2016-2017



9. Connexion aux travaux antérieurs

Le travail entrepris par l'ICPA au cours d'autres exercices financiers reste pertinent et continue d'attirer l'intérêt des intervenants. Par exemple, Food and Consumer Products of Canada (FCPC), a mentionné l' « excellente recherche » de l'ICPA dans sa présentation de septembre 2016 au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie sur l'état du secteur manufacturier canadien. FCPC a écrit à la présidence du comité, notant que le travail de l'ICPA a permis de « mieux comprendre les problèmes et les opportunités auxquels sont confrontés les fabricants de produits alimentaires et leurs conséquences pour les politiques et la stratégie. Les recherches de l'ICPA ont sensibilisé aux défis spécifiques de l'industrie, y compris les déficits commerciaux records dans la transformation secondaire ».

De plus, une initiative de l'Ontario Agri-Food Education Inc. continue de faire état du travail de l'ICPA et de le promouvoir. Il développe des modules d'apprentissage en ligne pour les enseignants et a inclus le concept de « système alimentaire » de l'ICPA pour contribuer à promouvoir les carrières dans l'agroalimentaire pour de jeunes professionnels.

Des occasions se présentent également lorsque les idées de l'Institut jettent les bases d'un changement, mais ne peuvent être attribuées directement. Ce fut le cas notamment lors de l'annonce de l'ouverture d'un « pavillon alimentaire canadien » sur le site cybercommerce chinois Alibaba, T Mall. Le Premier ministre Justin Trudeau a lancé le « Pavillon du Canada » à la mi 2015.⁹ L'importance d'une telle présence d'e-commerce a été une recommandation essentielle du rapport de l'ICPA sur son voyage en Chine en 2015.¹⁰ De plus, l'ICPA a invité le président d'Alibaba à assister au Forum de l'ICPA sur l'avenir agroalimentaire du Canada en novembre 2015, une excellente plateforme de promotion pour Alibaba qui peut présenter et commercialiser les produits agroalimentaires et les boissons du Canada en Chine.

Gouvernance

L'ICPA respecte les modalités établies lors de sa fondation. Les statuts de prorogation de l'ICPA (voir page 3) définissent comment l'Institut mène ses activités, demeure responsable et respecte les bonnes pratiques de gouvernance, telles que le suivi et la mise à niveau des politiques internes au besoin, afin de garantir la transparence, l'intégrité et la clarté de ces pratiques de fonctionnement.

Lors de la réunion du Conseil d'administration de juin 2016, le Conseil a approuvé un plan stratégique triennal pour orienter l'ICPA jusqu'en 2019. Pour effectuer son travail, l'ICPA dépend de toute l'expérience et l'expertise de ceux qui font partie de sa structure de gouvernance. Les membres du conseil d'administration de l'ICPA viennent de tout le pays et représentent le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les politiques publiques et le gouvernement, ainsi que la recherche et les entreprises. Le président fait rapport au président du conseil d'administration.

Au cours de l'exercice 2016-2017, l'ICPA a accueilli au conseil Larry Simpson (vice-président régional associé en Alberta, Conservation de la Nature Canada), Suzanne Vinet (ancienne sous-ministre, Agriculture et Agroalimentaire Canada) et John Weekes (conseiller principal en affaires, Bennett Jones LLP). L'ICPA et le conseil souhaitent remercier les trois administrateurs qui ont quitté le conseil : Peter Hannam, Bob Jamieson et Rory Francis. M. Francis demeurera comme conseiller spécial. Aucun changement n'a été apporté au Comité consultatif de l'ICPA, un organisme officiel qui doit se réunir deux fois par an pour participer à notre processus d'établissement des projets de recherche et recevoir les commentaires.

Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA. En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale. Un sommaire des états financiers de l'ICPA, en date du 31 mars 2017, figure ci-après.

ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice clos le 31 mars 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
REVENUS		
Apports – Long terme	1 560 918	1 141 525
Autres contributions	16 548	246 423
Revenus d'intérêt	1 304	1 420
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	5 572	4 828
	1 584 342	1 394 196
DÉPENSES		
Administration	598 572	285 804
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	234 713	209 000
Projets	749 753	897 972
	1 583 038	1 392 776
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 304	1 420
ACTIF NET AU DÉBUT	289 802	288 382
ACTIF NET À LA FIN	291 106	289 802

BILAN RÉSUMÉ

au 31 mars 2017

	2017	2016
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces	760 509	368 335
Débiteurs	49 077	218 927
Frais payés d'avance	-	10 435
	809 586	597 697
Immobilisations corporelles	12 411	7 454
Placements à long terme	7 332 014	8 774 848
	8 154 011	9 379 999
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	372 553	161 968
Apports reportés	145 927	145 927
	518 480	307 895
Apports reportés à long terme	7 332 014	8 774 848
Apports reportés - immobilisations corporelles	12 411	7 454
	7 862 905	9 090 197
Engagements		
ACTIF NET - NON AFFECTÉ	291 106	289 802
	8 154 011	9 379 999

Au nom du Conseil




Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2017 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 1er juin 2017.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état résume des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2017 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

Comptables professionnel agréés, comptables agréés,

Experts-comptables autorisés

Le 1 juin 2017

Notes

1. Le rapport était établi suite à la une grande conférence internationale tenue à Ottawa en novembre 2015, le Forum sur l'avenir agroalimentaire du Canada 2015.
<http://www.capi-icpa.ca/CAFF/CAFF-finalreport-ENG.pdf>
2. Par exemple, les ministres de l'Agriculture de l'Ontario et du Manitoba ont récemment parlé d'idées-clés présentées par l'ICPA; et, comme nous l'avons noté plus loin dans ce document, les différentes parties prenantes sont considérées comme des partenaires pour faire avancer les travaux de l'ICPA.
3. *Libérer le potentiel de croissance des secteurs clés*, Conseil consultatif sur la croissance économique, 6 février 2017, pages 15 et 17.
<http://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/pdf/key-sectors-secteurs-cles-Eng.pdf>
4. « Ontario Ag Minister Says It's Back to Basics in 2017: Soil, Water, & Air, » Owen Roberts, Real Agriculture, 27 décembre 2016.
<https://www.realagriculture.com/2016/12/ontario-agminister-says-its-back-to-basics-in-2017-soil-water-air>
5. *Le maintien des sols agricoles de l'Ontario: vers une vision partagée, 2016*, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, page 6.
<http://www.omafra.gov.on.ca/french/landuse/soil-paper.pdf>
6. *Façonner l'avenir des systèmes alimentaires mondiaux, Une analyse de scénarios*, Forum économique mondial, janvier 2017, pages 22-23.
http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/WEF_FSA_FutureofGlobalFoodSystems.pdf
7. Le financement des subventions est administré par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).
8. Voir un rapport de synthèse de trois ateliers universitaires, une partie de notre nouvelle approche d'engagement du milieu universitaire:
http://www.capi-icpa.ca/pdfs/2016/2016_Synthesis%20Report_ENG.pdf
9. Le nouveau centre en ligne d'Alibaba pour aider les entreprises canadiennes à accéder à un énorme marché chinois. « Il y aura un centre numérique reliant directement les entreprises canadiennes à plus de 400 millions de consommateurs chinois », Andy Blatchford, Presse canadienne le 2 septembre 2016.
<http://www.cbc.ca/news/politics/alibaba-tudeau-canada-market-1.3746485>
10. *Concurrer dans le plus important marché émergent au monde* –ICPA, février 2015.
http://capi-icpa.ca/pdfs/2015/CAPI_ChinaReport_ENG.pdf